

**BELGISCHE SENAAAT**


---

 ZITTING 1995-1996
 

---

11 JUNI 1996

**Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn**

*Evocatieprocedure*


---

 ADVIES VAN DE COMMISSIE  
 VOOR DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN
 

---

**BIJLAGEN**

BIJ HET VERSLAG NAMENS DE  
 COMMISSIE VOOR DE SOCIALE  
 AANGELEGENHEDEN UITGEBRACHT  
 DOOR DE HEER **SANTKIN**

---

*Zie:*

Gedr. St. van de Senaat:

**1-310 - 1995/1996:**

- Nr. 1: Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.
- Nr. 2: Amendementen.
- Nr. 3: Advies van de commissie voor de Justitie.
- Nr. 4: Advies van de commissie voor de Sociale Aangelegenheden.

**SÉNAT DE BELGIQUE**


---

 SESSION DE 1995-1996
 

---

11 JUIN 1996

**Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale**

*Procédure d'évocation*


---

 AVIS DE LA COMMISSION  
 DES AFFAIRES SOCIALES
 

---

**ANNEXES**

AU RAPPORT  
 FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
 DES AFFAIRES SOCIALES  
 PAR M. **SANTKIN**

---

*Voir:*

Documents du Sénat:

**1-310 - 1995/1996:**

- N° 1: Projet transmis par la Chambre des représentants.
- N° 2: Amendements.
- N° 3: Avis de la commission de la Justice.
- N° 4: Avis de la commission des Affaires sociales.

Deze bijlage is uitsluitend gedrukt beschikbaar.

Cette annexe est uniquement disponible sur support papier.

BIJLAGE 2

ANNEXE 2

## COUR DE CASSATION

4 septembre 1995

N° S.94.0133.F

État belge, représenté par le ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement, dont les bureaux sont établis à Bruxelles, rue de la Loi, 66, demandeur en cassation d'un arrêt rendu le 24 juin 1994 par la cour du travail de Liège,

représenté par Maître Philippe Gérard, avocat à la Cour de cassation, dont le cabinet est établi à Bruxelles, avenue Louise, 523, où il est fait élection de domicile,

contre

1. Gencaslan Emine, résidant à Herstal, rue J. Stiennon, 32, défenderesse en cassation,

admise au bénéfice de l'assistance judiciaire par décision du 7 novembre 1994 du premier président de la Cour (pro Deo n° G.94.0072.F),

représentée par Maître François T'Kint, avocat à la Cour de cassation, dont le cabinet est établi à Charleroi, rue de l'Athénée, 5 et 9, où il est fait élection de domicile,

2. Centre public d'aide sociale de Herstal, dont les bureaux sont établis à Herstal, avenue Ferrer, 1, défendeur en cassation,

représenté par Maître Adolphe Houtekier, avocat à la Cour de cassation, dont le cabinet est établi à Malines, Battelsesteenweg, 95, où il est fait élection de domicile,

en présence de

État belge, représenté par le ministre de l'Intérieur, dont les bureaux sont établis à Bruxelles, rue Royale, 60, partie appelée en déclaration d'arrêt commun.

La Cour,

Ouï M. le conseiller Rappe en son rapport et sur les conclusions de M. Leclercq, avocat général;

Vu l'arrêt attaqué, rendu le 24 juin 1994 par la cour du travail de Liège;

Sur le moyen pris de la violation des articles 1<sup>er</sup>, 57, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 57<sup>ter</sup>, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, 2, § 5, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, 7, 8, 63, 63.5, 67, 69, 70, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'État,

en ce que la cour du travail de Liège décide que la défenderesse a droit à charge du défendeur à l'aide sociale qu'il détermine et, sur la demande du défendeur, déclare son arrêt commun au demandeur, et en ce que l'arrêt justifie ces décisions par les considérations, en substance: 1°) que l'ordre de quitter le territoire, mesure d'éloignement particulière, non juridictionnelle, qui peut frapper l'étranger en court séjour en Belgique, n'étant exécutable qu'une seule fois et perdant sa force exécutoire lorsque l'étranger l'a exécuté volontairement, il peut suffire que l'étranger qui est l'objet d'un ordre de quitter le territoire franchisse la frontière en déclarant exécuter l'ordre et la refranchisse aussitôt pour bénéficier à nouveau d'un séjour régulier, qu'en l'espèce, la défenderesse a exécuté l'ordre de quitter le territoire qui lui avait été notifié en se rendant à Cologne, en Allemagne, le temps d'un après-midi, et qu'il lui était dès lors loisible, à son retour dans le pays, d'introduire une nouvelle demande de reconnaissance du statut de réfugié politique, ce qu'elle a fait; 2°) que l'ordre de quitter le territoire notifié à un étranger est définitif, au sens de l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976, lorsqu'il n'est plus susceptible d'aucun recours devant une autorité ou juridiction quelconque appelée à statuer en matière de droit des étrangers; 3°) qu'«en ne procédant pas à des mesures d'exécution dans un délai raisonnable, le ministère laisse tacitement se créer une situation qui permet de penser que l'ordre ne sera pas exécuté et que le séjour reste régulier», que «le défaut d'exécution de l'ordre de quitter le territoire, quel que soit le motif sur lequel il repose, constitue donc un accord tacite au maintien de l'intéressée sur le territoire et supprime le caractère irrégulier de son séjour», que «de plus, le ministre dispose du pouvoir discrétionnaire de faire surseoir, voire suspendre l'ordre de quitter le territoire», «aucune formalité n'est déterminée pour l'exercice de ce pouvoir» et «il est dès lors toujours permis de penser qu'une telle «faveur» pourra être accordée mettant ainsi fin au

caractère irrégulier du séjour et rendant obligatoire le maintien de l'intervention du C.P.A.S.»; 4<sup>o</sup>) qu'interprété «à la lumière de l'enseignement tiré de l'analyse» des articles 1<sup>er</sup>, 57, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 juillet 1976 et 2, § 5, de la loi du 2 avril 1965, l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976, bien qu'il «supprime toute aide au jour de l'expiration du délai de l'ordre définitif de quitter le territoire», ne fait pas obstacle, aussi longtemps que l'étranger démuné, même en situation irrégulière, se trouve sur le territoire national, au maintien de l'obligation du C.P.A.S. d'intervenir en sa faveur jusqu'au jour où son éloignement du territoire est exécuté,

alors que, sans pour autant contredire ou être inconciliable ou même simplement difficilement conciliable avec les articles 1<sup>er</sup> et 57, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 juillet 1976, qui consacrent le principe que toute personne a droit, en vue de mener une vie conforme à la dignité humaine, à une aide sociale assurée par les centres publics d'aide sociale, et avec l'article 2, § 5, de la loi du 2 avril 1965, qui détermine le centre public d'aide sociale compétent pour accorder l'aide sociale à un demandeur d'asile politique, l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 prévoit que, par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le centre public d'aide sociale accorde uniquement l'aide strictement nécessaire pour permettre de quitter le pays à l'étranger qui s'est déclaré réfugié politique, a demandé à être reconnu en cette qualité, n'est pas autorisé à séjourner dans le Royaume en cette qualité et auquel un ordre définitif de quitter le pays a été signifié ainsi qu'à l'étranger qui séjourne illégalement dans le Royaume et auquel un ordre définitif de quitter le pays a été signifié; que le même article prévoit qu'à l'égard de l'étranger qui se trouve dans l'une des situations visées, l'aide sociale prend fin à dater de l'exécution de l'ordre de quitter le territoire et, au plus tard, à l'expiration du délai de l'ordre définitif de quitter le territoire, sous la seule réserve que l'étranger peut continuer à bénéficier de cette aide pendant le délai, qui ne peut excéder un mois, strictement nécessaire pour lui permettre de quitter effectivement le territoire et qu'il a droit sans limite dans le temps à l'aide médicale urgente; que, d'une part, l'ordre de quitter le territoire est définitif, au sens de cette disposition, lorsqu'il ne peut plus faire l'objet d'un recours suspensif devant une autorité administrative ou devant le Conseil d'État, ainsi qu'il résulte du rapprochement des dispositions des articles 63, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 63.5, 67, 69 et 70 de la loi du 15 décembre 1980, 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'État et des privilèges du préalable et de l'exécution d'office dont bénéficie, en principe, l'acte administratif; que, d'autre part, s'il est vrai que l'ordre de quitter le territoire n'est exécutable qu'une seule fois et qu'il perd sa force exécutoire lorsque l'étranger l'a exécuté volontairement, encore faut-il que cette exécution volontaire ne soit pas un simple simulacre; qu'il n'est pas raisonnable de prêter au législateur, à défaut de précision dans le texte de la loi, la pensée qu'il suffirait que l'étranger sous le coup d'un ordre définitif de quitter le territoire franchisse la frontière en déclarant exécuter l'ordre et revienne aussitôt dans le Royaume pour bénéficier à nouveau d'un séjour régulier; que de la seule constatation que la défenderesse s'est rendue à Cologne, en Allemagne, le temps d'un après-midi, l'arrêt n'a pu déduire qu'elle avait effectivement exécuté l'ordre de quitter le territoire qui lui avait été notifié, alors surtout que l'arrêt relève par ailleurs que la défenderesse avait, le 19 mars 1993, «signé une déclaration de refus de départ volontaire»; que, de troisièmement part, enfin, ni le fait que l'administration ne mettrait pas en œuvre, dans un délai raisonnable, des mesures d'exécution de l'ordre de quitter le territoire, ni le fait que le ministre pourrait discrétionnairement surseoir à l'exécution de cet ordre ou le suspendre, ne peuvent avoir pour effet que le séjour dans le pays de l'étranger sous le coup de pareil ordre devrait être considéré comme régulier; d'où il suit que par aucun des motifs dont la substance est reproduite ci-dessus ni par aucun autre motif, l'arrêt ne justifie légalement sa décision que le séjour de la défenderesse en Belgique est «redevenu régulier» lorsque celle-ci, après s'être rendue un après-midi à Cologne, est revenue dans le Royaume et que l'aide sociale «devait reprendre normalement sur la base des articles 1<sup>er</sup> et 57, § 1<sup>er</sup>, de la loi organique»:

Sur la fin de non-recevoir opposée par la défenderesse et déduite de ce que certaines des considérations critiquées par le moyen seraient surabondantes:

Attendu que l'examen de la fin de non-recevoir est lié à celui du moyen;

Que la fin de non-recevoir ne peut être accueillie;

Sur le moyen:

Attendu que la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers prévoit, en son article 7, les cas dans lesquels le ministre de la Justice ou son délégué peut donner l'ordre de quitter le territoire avant une date déterminée, à l'étranger qui n'est ni autorisé ni admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume;

Attendu qu'en vertu de l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, le centre, par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, accorde uniquement l'aide strictement nécessaire pour permettre de quitter le pays:

1<sup>o</sup> à l'étranger qui s'est déclaré réfugié, a demandé à être reconnu en cette qualité, n'est pas autorisé à séjourner dans le Royaume en cette qualité et auquel «un ordre définitif de quitter le pays» a été signifié;

2<sup>o</sup> à l'étranger qui séjourne illégalement dans le Royaume et auquel «un ordre définitif de quitter le pays» a été signifié;

Attendu que l'arrêt constate que la défenderesse a fait l'objet d'une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, que sa demande de réexamen de la décision a été rejetée, que ce rejet lui a été notifié le 4 août 1982 et qu'elle n'a introduit aucun recours contre cette décision;

Attendu que l'arrêt décide que le séjour de la défenderesse est redevenu régulier et qu'elle a droit à l'aide qu'il détermine sur la base des articles 1<sup>er</sup> et 57, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 juillet 1976 pour les motifs qui sont mentionnés dans le moyen;

Attendu qu'il résulte des articles 63, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 63.5, 67, 69 et 70 de la loi du 15 décembre 1980 et 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'État que l'ordre de quitter le territoire est définitif au sens de l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 lorsqu'il ne peut plus faire l'objet d'un recours suspensif devant une autorité administrative ou devant le Conseil d'État et non pas, comme l'estime l'arrêt, lorsqu'il n'est plus susceptible d'aucun recours devant une autorité ou juridiction quelconque appelée à statuer en matière de droit des étrangers;

Attendu que, contrairement à ce que considère l'arrêt, cet article 57, § 2, n'est pas inconciliable avec les articles 1<sup>er</sup> et 57, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, qui consacrent le principe que toute personne a droit, en vue de mener une vie conforme à la dignité humaine, à l'aide sociale assurée par les centres publics d'aide sociale dans les conditions déterminées par cette loi et avec l'article 2, § 5, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, qui détermine le centre public d'aide sociale compétent pour accorder l'aide sociale à un demandeur d'asile politique;

Attendu que la circonstance que le ministère ne procéderait pas, dans un délai raisonnable, à des mesures d'exécution de l'ordre de quitter le territoire n'autorise pas, contrairement à ce que dit l'arrêt, à penser que le séjour reste régulier et à considérer que le défaut d'exécution de cet ordre constitue un accord tacite pour le maintien de l'intéressé sur le territoire et supprime le caractère irrégulier de son séjour;

Attendu que, enfin, s'il résulte des travaux parlementaires de la loi du 15 décembre 1980 que l'ordre de quitter le territoire ne revêt pas le caractère permanent des arrêtés de renvoi ou d'expulsion et n'empêche pas l'étranger de revenir dans le Royaume s'il remplit les conditions dont l'absence avait motivé son éloignement, encore faut-il, en cas d'exécution volontaire de cet ordre, que cette exécution soit sincère et manifeste la volonté de l'étranger d'aller séjourner dans un autre pays;

Que l'arrêt constate que la défenderesse a signé une déclaration de refus de départ volontaire et qu'elle s'est rendue à Cologne le temps d'un après-midi; que sur la base de ces constatations la cour du travail n'a pu légalement considérer que la défenderesse avait volontairement exécuté l'ordre qui lui avait été notifié, qu'à son retour son séjour sur le territoire du Royaume était redevenu régulier et qu'elle avait droit à l'aide sociale prévue à l'article 57, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 juillet 1976;

Que le moyen est fondé;

PAR CES MOTIFS,

Casse l'arrêt attaqué;

Ordonne que mention du présent arrêt sera faite en marge de l'arrêt cassé;

Vu l'article 1017, alinéa 2, du Code judiciaire, condamne aux dépens le Centre public d'Aide sociale de Herstal;

Déclare le présent arrêt commun à l'État belge, représenté par le ministre de l'Intérieur;

Renvoie la cause devant la cour du travail de Bruxelles. Les dépens taxés à la somme de cinq mille deux cent soixante-trois francs envers la partie demanderesse, à la somme de trois mille cent nonante-deux francs dont quatre cent quarante-neuf francs en débet et deux mille sept cent quarante-trois francs dus envers la première partie défenderesse et à la somme de mille huit cent soixante-huit francs envers la seconde partie défenderesse.

Ainsi prononcé, en audience publique du quatre septembre mil neuf cent nonante-cinq, par la Cour de cassation, troisième chambre, séant à Bruxelles, où sont présents M. Marchal, président de section, M. Rappe, Mme Charlier, MM. Verheyden et Parmentier, conseillers, M. Leclercq, avocat général, M. Sluys, greffier.

## BIJLAGE 3

## ANNEXE 3

## HOF VAN CASSATIE

4 december 1995

Nr. S.95.0038.N.

Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Antwerpen, gevestigd te 2000 Antwerpen, Lange Gasthuisstraat 32, optredend door zijn Raad voor maatschappelijk welzijn,

eiser tot cassatie van een arrest, op 23 november 1994 door het Arbeidshof te Antwerpen gewezen,

vertegenwoordigd door Mr. René Bützler, advocaat bij het Hof van cassatie, kantoor houdende te 1080 Brussel, de Villegaslaan 33-34, alwaar keuze van woonplaats wordt gedaan,

tegen

El Brite Koshaba Babaji, (volgens het rijksregister «El Brite Koshara») thans officieel ambtshalve afgeschreven sedert 8 april 1991, doch volgens procedure- en bewijsstukken «wonende» voorheen te 2018 Antwerpen, Pothoekstraat 66, thans te 2060 Antwerpen, Van Schoonhovenstraat 47, met keuze van woonplaats op het kantoor van Mr. Frans Smeets, advocaat te 2140 Borgerhout, Eliaertstraat 32,

verweerder in cassatie,

Het Hof,

Gehoord het verslag van raadsheer Boes en op de conclusie van advocaat-generaal De Raeve;

Gelet op het bestreden arrest, op 23 november 1994 door het Arbeidshof te Antwerpen gewezen;

Over het middel, gesteld als volgt: schending van artikel 57, inzonderheid § 1 en § 2, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> en derde lid van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (zoals gewijzigd bij artikel 151 van de Programmawet van 30 december 1992), en voor zoveel als nodig 7, inzonderheid eerste lid, 1<sup>o</sup> en 69 (beiden aangepast bij wet van 13 juli 1992) van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 juli 1981 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep tegen de beslissingen bedoeld in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, en 17, § 1, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State (zoals opnieuw ingevoegd bij wet van 16 juni 1989 en vervangen bij wet van 19 juli 1991),

doordat het Arbeidshof te Antwerpen in de bestreden beslissing, na te hebben vastgesteld dat verweerder in België verblijft zonder houder te zijn van de vereiste verblijfsdocumenten, dat hem op 24 november 1992 in toepassing van artikel 7 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, een bevel werd betekend om het grondgebied te verlaten uiterlijk op 29 november 1992 om 24 uur, en dat betrokkene op 26 januari 1993 een beroep tot nietigverklaring van deze administratieve beslissing bij de Raad van State had ingediend, oordeelt dat «(een bevel om het land te verlaten) definitief is wanneer daartegen geen rechtsmiddelen meer open staan en over de aangewende rechtsmiddelen een einduitspraak is gedaan» en dienvolgens beslist dat «hangende deze procedure voor de Raad van State, het bevel om het land te verlaten, betekend op 24 november 1992, dus niet definitief (is)», dat «artikel 57, § 2, van de O.C.M.W.-wet dus niet (kan) toegepast worden» en eiser veroordeelt om verweerder vanaf 29 september 1993 «overeenkomstig artikel 57, § 1, van de O.C.M.W.-wet, en aangezien (verweerder) in Antwerpen verblijft en over geen bestaansmiddelen blijkt te beschikken die hem toelaten een menswaardig bestaan te leiden, (...) de gepaste financiële bijstand te verlenen», dat wil zeggen het bestaansminimum als alleenstaande,

terwijl overeenkomstig artikel 57, § 1, van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, onverminderd het bepaalde in artikel 57ter, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn tot taak heeft aan personen en gezinnen de dienstverlening te verzekeren waartoe de gemeenschap gehouden is; overeenkomstig artikel 57, § 2, eerste lid, van diezelfde wet, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, in afwijking van de eerste paragraaf, slechts de strikt noodzakelijke dienstverlening verschaft om het verlaten van het grondgebied mogelijk te maken, aan: 1<sup>o</sup> de vreemdeling die zich vluchteling heeft verklaard en heeft gevraagd als dusdanig te worden erkend doch die niet de toelating heeft om in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven en aan wie een definitief bevel is betekend om het grondgebied te verlaten; 2<sup>o</sup> aan elke andere vreemdeling die onwettig in het Koninkrijk verblijft en aan wie een definitief bevel is betekend om het grondgebied te verlaten; overeenkomstig het derde lid van dezelfde tweede paragraaf van artikel 57 van genoemde wet, aan de maatschappelijke dienstverlening een einde wordt gemaakt vanaf de datum van de uitvoering van het bevel om het grondgebied te verlaten en ten laatste vanaf de datum van het verstrijken van de termijn van het definitieve bevel om het grondgebied te verlaten;

En terwijl, eerste onderdeel, voor zover het arbeidshof te dezen aan verweerder het recht op volle maatschappelijke dienstverlening in uitvoering van artikel 57, § 1, van genoemde en van 8 juli 1976 toekent om reden dat de dienstverlening niet kon worden beperkt tot de « strikt noodzakelijke dienstverlening om het verlaten van het grondgebied mogelijk te maken » bedoeld bij artikel 57, § 2, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van dezelfde wet, nu geen definitief bevel om het grondgebied te verlaten zou zijn betekend, nochtans moet worden opgemerkt dat als definitief bevel om het grondgebied te verlaten, dient te worden opgevat het overeenkomstig artikel 7 (eerste lid, 1<sup>o</sup>) van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, betekende bevel van de bevoegde minister om het grondgebied vóór een bepaalde datum te verlaten; de omstandigheid dat tegen bedoelde akte een administratief annulatieberoep bij de Raad van State openstaat overeenkomstig artikel 69 van de genoemde wet van 15 december 1980, aan bedoelde akte niet het karakter van « definitief bevel om het land te verlaten » ontnemt, temeer daar, gelet op artikelen 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 juli 1981 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep tegen de beslissingen bedoeld in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, en 17, § 1, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State, dergelijk annulatieberoep niet schorsend werkt,

zodat het arbeidshof niet wettig kon oordelen dat verweerder gerechtigd was op maatschappelijke dienstverlening overeenkomstig artikel 57, § 1, van de genoemde wet van 8 juli 1976, en niet wettig de toekenning van « strikt noodzakelijke dienstverlening om het grondgebied te verlaten » in de zin van artikel 57, § 2, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van dezelfde wet, kon uitsluiten (schending van alle in de aanhef van het middel aangehaalde wetsbepalingen, artikel 57, § 2, eerste lid, 2<sup>o</sup>, en derde lid, van de wet van 8 juli 1976 uitgezonderd);

En terwijl, tweede onderdeel, voor zover het arbeidshof te dezen aan verweerder het recht op volle maatschappelijke dienstverlening in uitvoering van artikel 57, 61 van genoemde wet van 8 juli 1976 toekent om reden dat de dienstverlening niet kon worden beperkt tot de « strikt noodzakelijke dienstverlening om het verlaten van het grondgebied mogelijk te maken » bedoeld bij artikel 57, § 2, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van dezelfde wet, nu geen definitief bevel om het grondgebied te verlaten zou zijn betekend, nochtans moet worden opgemerkt dat als definitief bevel om het grondgebied te verlaten, dient te worden opgevat het overeenkomstig artikel 7 (eerste lid, 1<sup>o</sup>) van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, betekende bevel van de bevoegde minister om het grondgebied vóór een bepaalde datum te verlaten; de omstandigheid dat tegen bedoelde akte een administratief annulatieberoep bij de Raad van State openstaat overeenkomstig artikel 69 van de genoemde wet van 15 december 1980, aan bedoelde akte, niet het karakter van « definitief bevel om het land te verlaten » ontnemt, temeer daar, gelet op artikelen 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 juli 1981 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep tegen de beslissing bedoeld in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, en 17, § 1, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State, dergelijk annulatieberoep niet schorsend werkt,

zodat het arbeidshof niet wettig kon oordelen dat verweerder gerechtigd was op maatschappelijke dienstverlening overeenkomstig artikel 57, § 1, van de genoemde wet van 8 juli 1976, en niet wettig de toekenning van « strikt noodzakelijke dienstverlening om het « grondgebied te verlaten » in de zin van artikel 57, § 2, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van dezelfde wet, kon uitsluiten (schending van alle in de aanhef van het middel aangehaalde wetsbepalingen, artikel 57, § 2, eerste lid, 1<sup>o</sup>, en derde lid, van de wet van 8 juli 1976 uitgezonderd);

En terwijl, derde onderdeel, overeenkomstig artikel 57, § 2, derde lid, van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, aan de maatschappelijke dienstverlening een einde wordt gemaakt vanaf de datum van de uitvoering van het bevel om het grondgebied te verlaten, en ten laatste vanaf de datum van het verstrijken van de termijn van het definitieve bevel om het grondgebied te verlaten. Als « datum van het verstrijken van de termijn van het definitieve bevel om het grondgebied te verlaten » moet worden opgevat de datum die wordt bepaald in het door de bevoegde minister overeenkomstig artikel 7 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen, uitgevaardigd bevel om het grondgebied vóór een bepaalde datum te verlaten; het arbeidshof te dezen vaststelde dat aan verweerder reeds op 24 november 1992 in toepassing van genoemd artikel 7 een bevel was verstuurd om het grondgebied te verlaten, uiterlijk op 29 november 1992 om 24 uur; de rechter bij wie een geschil betreffende het recht op maatschappelijke dienstverlening, inzonderheid een aanspraak op het bekomen van het bestaansminimum, aanhangig is, zodanig recht niet vermag te erkennen, wanneer uit de elementen van het dossier, waarvan partijen kennis hebben kunnen nemen, blijkt dat de op dienstverlening aanspraak makende persoon niet voldoet aan alle wettelijke vereisten om op zulke uitkering recht te hebben; het arbeidshof derhalve ten gunste van verweerder geen recht op het bestaansminimum kon toekennen voor de periode na 29 november 1992, om 24 uur, de rechter bij wie een geschil betreffende het recht op maatschappelijke dienstverlening, inzonderheid een aanspraak op het bekomen van het bestaansminimum, aanhangig is, zodanig recht niet vermag te erkennen, wanneer uit de elementen van het dossier, waarvan partijen kennis hebben kunnen nemen, blijkt dat de op dienstverlening aanspraak makende persoon niet voldoet aan alle wettelijke vereisten om op zulke uitkering recht te hebben; het arbeidshof derhalve ten gunste van verweerder geen recht op het bestaansminimum kon toekennen voor de periode na 29 november 1992, om 24 uur,

zodat het arbeidshof niet wettig kon oordelen dat verweerder gerechtigd was op maatschappelijke dienstverlening overeenkomstig artikel 57, § 1, van de genoemde wet van 8 juli 1976 (schending van alle in de aanhef van het middel vermelde wetsbepalingen):

Wat het eerste en het tweede onderdeel betreft:

Overwegende dat artikel 7 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen, de gevallen bepaalt waarin de minister die deze aangelegenheden onder zijn bevoegdheid heeft of zijn gemachtigde de vreemdeling die noch gemachtigd noch toegelaten is tot een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk of om er zich te vestigen, bevel kan geven het grondgebied vóór een bepaalde datum te verlaten;

Overwegende dat, krachtens artikel 57, § 2, eerste lid, van de wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, het centrum, in afwijking van § 1, slechts de strikt noodzakelijke dienstverlening om het verlaten van het grondgebied mogelijk te maken verleent: 1<sup>o</sup> aan de vreemdeling die zich vluchteling heeft verklaard en heeft gevraagd als dusdanig te worden erkend doch die niet de toelating heeft om in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven en aan wie een definitief bevel is betekend om het grondgebied te verlaten, 2<sup>o</sup> aan elke andere vreemdeling die onwettig in het Koninkrijk verblijft en aan wie een definitief bevel is betekend om het grondgebied te verlaten;

Overwegende dat uit de artikelen 63, eerste en tweede lid, 63.5, 67, 69 en 70 van de wet van 15 december 1980 en artikel 17 van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State volgt dat het bevel om het grondgebied te verlaten definitief is in de zin van artikel 57, § 2, van de wet van 8 juli 1976, wanneer het bevel niet meer vatbaar is voor enig verhaal met schorsende werking voor een administratieve overheid of voor de Raad van State; dat het beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State tegen een bevel om het grondgebied te verlaten, geen schorsende werking heeft;

Overwegende dat uit de vermeldingen van het arrest blijkt dat verweerder zich in een geval bevindt als bedoeld in artikel 57, § 2, eerste lid, van de wet van 8 juli 1976; dat het arrest aanneemt dat «het bevel om het grondgebied te verlaten onmiddellijk uitvoerbaar is, vermits het instellen van beroep tot nietigverklaring de tenuitvoerlegging van de maatregel niet schorst, en een verzoek tot schorsing niet mogelijk is»; dat het oordeelt dat dit bevel definitief is «wanneer daartegen geen rechtsmiddelen meer open staan en over de aangewende rechtsmiddelen een einduitspraak is gedaan» en dat «hangende (de) procedure (in beroep) voor de Raad van State (...) het bevel om het land te verlaten, betekend (aan verweerder) op 24 november 1992, (...) niet definitief (is, zodat), artikel 57, § 2, van de O.C.M.W.-wet (...) niet (kan) toegepast worden»; dat het arrest aldus het voormelde artikel 57, § 2, eerste lid, schendt;

Dat de onderdelen gegrond zijn;

Overwegende dat het derde onderdeel niet tot ruimere cassatie kan leiden;

OM DIE REDENEN,

Vernietigt het bestreden arrest, behoudens in zoverre dit het hoger beroep ontvankelijk verklaart;

Beveelt dat van dit arrest melding zal worden gemaakt op de kant van het gedeeltelijk vernietigde arrest;

Gelet op artikel 1017, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, veroordeelt eiser in de kosten;

Verwijst de aldus beperkte zaak naar het Arbeidshof te Brussel.

De kosten begroot op de som van vierduizend driehonderd en zes frank jegens de eisende partij.

Aldus door het Hof van Cassatie, derde kamer, te Brussel, in openbare terechtzitting van 4 december negentienhonderd vijftennegentig uitgesproken, alwaar aanwezig zijn afdelingsvoorzitter Marchal, de raadsheren Verougstraete, Boes, Dhaeyer, Bourgeois, advocaat-generaal De Raeve, eerstaanwezend klerk-griffier Van den Abbeel.



## BIJLAGE 4

## ANNEXE 4

Gemiddelde kostprijs per maand en per asielzoeker in 1995

Coût moyen par mois et par demandeur d'asile en 1995

Uitgavepost — Article	Klein Kasteeltje — Petit Château	Florennes
Werkingskosten — <i>Frais de fonctionnement</i> . . . . .	9 983 (29,3 %)	10 358 (47,6 %)
Investeringskosten — <i>Investissements</i> . . . . .	2 171 ( 6,4 %)	686 ( 3,2 %)
Personeelskosten — <i>Frais du personnel</i> . . . . .	12 964 (38,1 %)	8 810 (40,5 %)
Medische kosten — <i>Frais médicaux</i> . . . . .	8 908 (26,2 %)	1 891 ( 8,7 %)
Totaal. — <i>Total</i> . . . . .	34 026 (100 %)	21 745 (100 %)

De gemiddelde bezettingsgraad van het Klein Kasteeltje bedroeg 66,9 pct. (of 334,5 personen), deze van Florennes 53,5 pct. (of 80,25 personen).

Le taux d'occupation du Petit Château était de 66,9 p.c. (ou 334,5 personnes), celui de Florennes 53,5 p.c. (ou 80,25 personnes).